



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 22 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALFRANCE

126 Avenue du Poteau
BP 50021
60300 Senlis

Références : E/25-2240
Code AIOT : 0006502969

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement VALFRANCE implanté rue Louise Michel 77390 Verneuil-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 17/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALFRANCE
- rue Louise Michel 77390 Verneuil-l'Étang
- Code AIOT : 0006502969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site de VALFRANCE à VERNEUIL L'ETANG (77) est la réception et le stockage de céréales, d'oléagineux, et d'autres produits du sol. Il effectue également du stockage en vrac d'engrais solides et de produits phytosanitaires.

L'exploitation des installations est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 87/DAE/2IC/110 en date du 25 novembre 1987 complété par les arrêtés préfectoraux suivants :

- n°06/DAIDD/1IC/051 du 9 mars 2006
- n°07/DAIDD/1IC/070 du 19 mars 2007
- n°08/DAIDD/1IC/072 du 20 février 2008
- n°2025/DRIEAT/UD77/058 du 21 mai 2025.

Il est soumis à autorisation considérant les quantités de matière présentes classées sous la rubrique 2160 concernant le stockage de grains et céréales. Le site est également classé à autorisation pour son activité de stockage d'engrais sous la rubrique 4702.

Le site dispose de six silos de stockage de céréales :

- le silo vertical béton n°2, composé d'une tour de manutention, de 10 cellules de stockage, et de 4 as de carreaux,
- le silo vertical béton n°3, composé de 5 cellules de stockage et de 2 boisseaux métalliques,
- le silo vertical béton n°4, composé d'une tour d'élévation, de 8 cellules de stockage, et de 3 as de carreaux,
- le silo vertical béton n°5, composé d'une tour de manutention, de 14 cellules de stockage, et de 4 as de carreaux,
- le silo vertical métallique n°6, composé d'une tour d'élévation, de 27 cellules de stockage et de 4 boisseaux,
- le silo plat métallique n°7, composé d'une tour de manutention, de 5 cellules de stockage et de 4 boisseaux.

L'effectif présent sur le site de Verneuil l'Etang est de 5 personnes de 8 h à 12 h, et de 13h30 à 17h30 du lundi au jeudi et le vendredi le site ferme à 16h30.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suites de l'inspection du 22/05/2024	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.4	Demande d'action corrective	3 mois
5	Suites de l'inspection du 22/05/2024	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Lutte incendie	AP Complémentaire du 21/05/2025, article 4.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Mesures de protection	AP Complémentaire du 21/05/2025, article 5.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites de l'inspection du	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	18/03/2021		
2	Suites de l'inspection du 18/03/2021	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4	Sans objet
3	Suites de l'inspection du 18/03/2021	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10	Sans objet
6	Suites de l'inspection du 22/05/2024	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.3	Sans objet
7	Consignes	AP Complémentaire du 21/05/2025, article 4.5.3	Sans objet
10	Émissions sonores	AP Complémentaire du 21/05/2025, article 3.1 et 3.2	Sans objet
11	Limitation des rejets	AP Complémentaire du 21/05/2025, article 2.1.1	Sans objet
12	Poussières	AP Complémentaire du 21/05/2025, article 4.3.2	Sans objet
13	Ventilation	AP Complémentaire du 21/05/2025, article 5.2.4	Sans objet
14	Protection Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
15	Système de dépoussiérage	AP Complémentaire du 21/05/2025, article 5.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La construction du silo 7 s'est finalisée en ce début d'année. Sa première utilisation a donc été effective en juillet 2025.

La visite d'Inspection du jour, outre les suites des précédentes inspections visait à contrôler la conformité de cette nouvelle construction à l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/05/2025.

Suite à la dernière visite, des actions de formation ont été organisées.

L'exploitant est en train de réaliser une modification de son système de gestion interne OGIV afin de pouvoir y intégrer un registre de contrôle de l'étalonnage de ses sondes de température. Cette modification est imminente et attendue pour la fin du mois d'août 2025 et permettrait de mettre en place un suivi des contrôles des sondes thermométriques. L'exploitant a, en attendant, justifié des contrôles réalisés sur ses sondes thermométriques du mois de juillet.

Un tableau de suivi des actions correctives sur les installations électriques a été mis en place. Le rapport de contrôle annuel de l'organisme compétent, prévu ce mois-ci, a confirmé l'effectivité des actions réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 18/03/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, électricité statique, foudre
Prescription contrôlée : <p>Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum {enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport comporte :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en référence notamment aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel silos du 29 mars 2004 modifié. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant remédie aux non-conformités dans les délais les plus brefs.</p>
Constats : <p>Observation n°1 de l'inspection du 18/03/2021 : L'exploitant veillera à corriger de manière réactive les écarts constatés dans les rapports électriques.</p> <p>Non-conformité n°3 de l'inspection du 28 février 2020 : L'exploitant n'a pas un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives et doit remédier aux non-conformités dans les délais les plus brefs conformément aux articles 6.2 et 6.3 de l'arrêté préfectoral 10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010.</p> <p>Les rapports de contrôles réglementaires des installations électriques de mai 2024 présentent des non-conformités.</p> <p>L'exploitant a mis en place un suivi formalisé des constats dont l'extraction a été présentée en séance. Les constats ont en grande partie été corrigés mais certains ne l'étaient pas encore</p>

<p>concernant des fils non-isolés.</p> <p>Le jour de l'inspection la société prestataire pour la remise en conformité électrique était présente sur le site et s'occupait des derniers points.</p> <p>Le rapport de l'organisme de contrôle indépendant, transmis post-inspection et daté du 19/06/2025, est vierge de toute observation.</p> <p>→ L'observation n°1 de l'inspection du 18/03/2021 et la non-conformité n°3 de l'inspection du 28 février 2020 sont levées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suites de l'inspection du 18/03/2021

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Registre des incidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ; - sous vingt-quatre heures, le(s) fabricant(s) des engrais stockés sur le site, la liste des clients, leurs coordonnées et les quantités livrées ; - sous quarante-huit heures ouvrables, les coordonnées des transporteurs. L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) ainsi qu'un enregistrement des incidents survenus. <p>Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°2 de l'inspection du 18/03/2021 : L'exploitant doit tenir à jour un registre des incidents liés au stockage et à la manipulation des engrais.</p> <p>L'exploitant a fait évoluer son logiciel OGIV.</p> <p>Le registre des rondes (que ce soit les rondes périodiques comme pour le nettoyage ou événementielles pour incident) des magasins engrais intègrent désormais le contrôle des incidents. Ainsi, les résultats de la ronde, ou sur le même principe d'archivage, les incidents de manipulation, sont intégrés au suivi prévu par le logiciel. Le registre consulté contient donc désormais une colonne d'observation dans laquelle l'exploitant remplit les éventuels incidents notables éventuels. Ce registre n'appelle pas de remarque.</p> <p>→ L'observation n°2 de l'inspection du 18/03/2021 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suites de l'inspection du 18/03/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Les mesures de prévention permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'un incendie, d'une décomposition ou d'une détonation sont adaptées à l'installation et à la nature des engrais stockés. Les stockages sont protégés contre les points chauds et éloignés de toute zone d'échauffement potentiel.
Constats : <i>Non-conformité n°1 de l'inspection du 18/03/2021 :</i> L'exploitant doit respecter, pour ses stockages d'engrais à base d'ammonitrates en big bag, les conditions de stockage et d'affichage requises par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 13/04/2010. L'exploitant ne stocke plus aucun engrais en big bag sur le site. La non-conformité n'est plus d'actualité. → La non-conformité n°1 de l'inspection du 18/03/2021 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suites de l'inspection du 22/05/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 10.4
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des conditions d'ensilage
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. L'exploitant définit, pour chaque produit qu'il stocke sur son site, les paramètres correspondant aux conditions « normales » afin de prévenir le risque d'auto-échauffement ou de combustion. Ces paramètres font partie de l'ensemble des points contrôlés par l'exploitant dans le cadre de l'exploitation de son silo et notamment dans le cadre de l'article 4 de l'arrêté ministériel « silos » modifié du 29 mars 2004. L'exploitant intègre ces dispositions dans les consignes de sécurité et procédures d'exploitation du site. La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques fixes. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes. Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant. Il donne lieu à un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Constats :

Non-conformité notable n°2 de l'inspection du 28 février 2020 : La température est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques fixes. L'exploitant ne s'assure pas ni de la pérennité, ni de l'efficacité dans le temps de ces sondes conformément à l'article 10.4 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010.

Constat de l'inspection du 22/05/2024 : La non-conformité notable n°2 de l'inspection du 28 février 2020 n'est pas levée et pourra faire l'objet d'une proposition de mise en demeure sans action concrète de l'exploitant.

L'exploitant met en place depuis quelques mois en collaboration avec son service informatique un système de registre informatisé qui devrait être disponible fin août.

Dans l'attente, les volumineux relevés papiers des températures n'ont pas permis de déterminer la date des derniers contrôles pour des sondes thermométriques de chaque cellule.

Post inspection, l'exploitant a transmis un rapport d'étalonnage du mois de juillet de ses sondes thermométriques et une copie de son registre de relevé de sonde avec la mention de ces contrôles.

→ La non-conformité notable n°2 de l'inspection du 28 février 2020 est levée.

Suite n°20250731-1 : L'exploitant ne tient pas un registre des contrôles d'étalonnage à disposition de l'inspection. L'exploitant devra pérenniser l'archivage des contrôles d'étalonnage de ses sondes thermométriques.

Non-conformité notable n°4 du 28 février 2020 : Les procédures en cas d'auto-échauffement ne sont pas connues des agents et ne sont pas appliquées conformément à l'article 10.4 de l'arrêté préfectoral n°10 DAIDD 1IC 008 du 6 janvier 2010.

Constat de l'inspection du 22/05/2024 : La non-conformité notable n°4 du 28 février 2020 n'est pas levée. Ils convient que l'exploitant s'assure de la bonne formation de ses agents, plus particulièrement du chef de silo, qui pourraient être amenés à utiliser la procédure en cas d'auto-échauffement.

L'exploitant a présenté le programme de formation et les attestations des formations des agents du silo de Verneuil.

Le responsable silo a été questionné sur la procédure auto-échauffement et a correctement répondu aux questions.

→ La non-conformité notable n°4 du 28 février 2020 est levée.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suites de l'inspection du 22/05/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention. Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu, - la durée de validité, - la nature des dangers, - le type de matériel pouvant être utilisé, - les mesures de prévention à prendre, notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt et mise en sécurité des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc, - les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte. <p>Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinés à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p> <p>Pour les interventions par points chauds dans les silos, pendant la phase de maintenance ou de modification d'une installation, l'exploitant s'assure de l'arrêt total au minimum des moyens de manutention et d'aspiration du silo concerné.</p> <p>Les zones dans lesquelles ont lieu les travaux, sont entièrement dépoussiérées dans un rayon suffisant, défini par l'exploitant dans le permis de feu délivré pour l'occasion. À l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.</p> <p>Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>En outre, dans le cas d'intervention sur les équipements concourants à la maîtrise des risques visés à l'article 4.8 du présent arrêté, l'exploitant s'assure à l'issue des travaux que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°20240522-1 de l'inspection du 22/05/2024 : L'exploitant ne réalise pas de surveillance des installations concernées par un permis feu dans les délais définis par sa procédure.</p> <p>Observation n°20240522-2 de l'inspection du 22/05/2024 : L'exploitant formalisera la liste des personnes habilitées à signer les permis de feu.</p> <p>3 permis de feu récents ont été consultés. Les 3 mentionnaient des rondes régulières après travaux et à une fréquence conforme à celle requise par la procédure. L'inspection relève que des rondes supplémentaires à celles prévues sont également réalisées.</p>

<p>Les responsables du silo ont été envoyés en formation « plan de prévention et permis de feu » en préalable à la délivrance d'une habilitation individuelle leur permettant de signer les permis de feu.</p> <p>L'exploitant assure que les habilitations ont été rédigées mais celles-ci étant détenues par les services RH elles n'ont pas pu être transmises en séance .</p> <p>→ L'observation n°20240522-1 de l'inspection du 22/05/2024 est levée.</p> <p>→ L'observation n°20240522-2 de l'inspection du 22/05/2024 n'est pas levée. L'exploitant transmettra les habilitations des personnes habilitées à signer les permis de feu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Suites de l'inspection du 22/05/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <p>le plan des installations avec indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître - les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29/03/04 modifié - les moyens de lutte contre l'incendie les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours "les stratégies d'intervention en cas de sinistre - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement la procédure d'inertage <p>L'exploitant doit s'assurer à l'avance, de la mise à disposition rapide en cas d'incident ou d'accident :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des moyens nécessaires pour surveiller et contrôler l'évolution de la situation (visualisation des zones chaudes, taux des gaz de combustion CO et O₂, ...) dans la ou les cellules en feu, - des moyens nécessaires à la surveillance des températures dans les cellules susceptibles d'être impactées, par effet domino de l'incident ou exposées au risque d'auto-échauffement, - des moyens de lutte contre l'incendie, notamment pour ce qui concerne les réserves d'émulseurs, et de gaz inerte le cas échéant , et pour ce qui concerne l'éventuelle réalisation de piquages supplémentaires, - de moyens nécessaires pour réaliser dans un délai court une vidange sûre des cellules, - ainsi que des moyens organisationnels associés. <p>Les dispositions correspondantes figurent dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence citées ci-dessus. Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est formé à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.</p> <p>L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des</p>

dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence. L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés préalablement de la date de cet exercice. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie, et le cas échéant, des moyens mis en place pour inerte les cellules. A l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Observation n°20240522-3 de l'inspection du 22/05/2024 : L'exploitant doit pouvoir justifier des formations du personnel du site à la conduite des installations et aux risques associés.</p> <p>Observation n°20240522-4 de l'inspection du 22/05/2024 : L'exploitant dispose de procédures mais son personnel n'est pas formé à leur mise en application.</p> <p>L'exploitant a transmis pré-inspection la liste des formations du personnel de son silo (ATEX, électrique, maîtrise des risques silo,...). En particulier une formation a été mise en place fin 2024 et en 2025 sur les thématiques conduite et sécurité/santé au travail.</p> <p>Le personnel a répondu correctement aux questions de l'inspection sur l'application des procédures et notamment sur la procédure d'auto-échauffement.</p> <p>→ Les observations n°20240522-3 et n°20240522-4 de l'inspection du 22/05/2024 sont levées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2025, article 4.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des installations avec indication : <ul style="list-style-type: none"> ◦ des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître, ◦ les mesures de protection définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, ◦ les moyens de lutte contre l'incendie, ◦ les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. • les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; • la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement ; • la procédure d'inertage. L'exploitant doit s'assurer à l'avance, de la mise à disposition rapide en cas d'incident ou d'accident ; • des moyens nécessaires pour surveiller et contrôler l'évolution de la situation (visualisation des zones chaudes, taux des gaz de combustion CO et O2, ...) dans la ou les cellules en feu,

- des moyens nécessaires à la surveillance des températures dans les cellules susceptibles d'être impactées, par effet domino de l'incident ou exposées au risque d'auto-échauffement,
- des moyens de lutte contre l'incendie, notamment pour ce qui concerne les réserves d'émulseurs, et de gaz inerte le cas échéant, et pour ce qui concerne l'éventuelle réalisation de piquages supplémentaires,
- de moyens nécessaires pour réaliser dans un délai court une vidange sûre des cellules,
- ainsi que des moyens organisationnels associés. Les dispositions correspondantes figurent dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence citées ci-dessus.

Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est formé à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence. L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés préalablement de la date de cet exercice. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie, et le cas échéant, des moyens mis en place pour inerte les cellules. À l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a mis en place un registre de plans qui comporte le plan des installations avec indication des phénomènes dangereux et les moyens de luttés contre l'incendie.

Des procédures existent également ainsi qu'un "mémoire technique d'intervention" définissant les moyens de lutte contre l'incendie, les plans et méthodes. Les procédures d'auto-échauffement existent et la visite du silo 7 a permis de confirmer l'existence des piquages pour l'inertage. Dans le silo 7, 6 lignes de capteurs de températures ont été installées par cellule.

L'exploitant ne dispose pas de réserve d'émulseur et précise que le SDIS utilise ses propres moyens. Le gaz inerte serait disponible sur commande auprès de son fournisseur.

En ce qui concerne la possibilité d'une vidange rapide du silo 7, l'exploitant a précisé que la conception du silo empêche une vidange par le fond et que la réalisation d'une trappe en bas de silo affaiblirait la structure. En cas d'échauffement de grain dans ce silo, la vidange aurait lieu dans la cour avec utilisation des transporteurs et élévateurs.

Des exercices incendie ont lieu sur le site tous les 2 ans et le prochain est prévu en 2026 mais la date n'est pas encore connue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Lutte incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2025, article 4.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de protection contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de

cette vérification.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par :

- Des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- Des colonnes sèches en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur;
- 5 poteaux ou prise d'eau incendie publics ou privés. L'ensemble de ces moyens doit être disponible et assurer un débit de 300 m³/h minimum pendant 2 heures. Le premier poteau incendie doit être à moins de 100 mètres et les suivants à moins de 200 mètres du risque.
- Une capacité de rétention des eaux d'extinction incendie d'un volume minimal de 860 m³

Constats :

L'établissement est pourvu d'une bache incendie de 240 m³, d'une bache incendie de 120 m³ et en périphérie du site, il dispose de deux poteaux incendie publics à l'est des Grands Moulins de Paris de débit supérieur à 60 m³/h chacun et remis aux normes. Le justificatif des débits de ces 2 poteaux a été fourni mais ne mentionne pas de mesure en débit simultané. 2 autres poteaux incendie publics existent également rue Denis Papin mais ne sont pas comptabilisés pour assurer le débit de 300 m³/h requis.

L'exploitant devra faire le bilan du nombre de prises d'eau disponible pour justifier de sa conformité aux 5 prises d'eau mentionnées dans son arrêté préfectoral.

La prescription impose également que le premier poteau ou prise d'eau incendie soit à moins de 100 mètres du risque et les suivants à moins de 200 mètres. L'exploitant devra justifier que les distances sont effectivement respectées sous la configuration qui a été adoptée par l'exploitant.

Trois bassins de collecte des eaux assurent 887 m³ selon l'exploitant de volume de rétention disponibles pour 860 m³ requis. Le volume des bassins de collecte devra être justifié. Une vanne de barrage a été installée et le sens de fermeture de celle-ci est clairement indiqué.

Des extincteurs ont été installés dans le silo 7 ainsi que qu'une colonne sèche et une trappe de désenfumage (dans la tour de manutention).

Suite n°20250731-2 : L'exploitant justifiera la conformité du volume des capacités de rétention des eaux d'extinction incendie.

Suite n°20250731-3 : L'exploitant transmettra un justificatif attestant qu'un débit simultané de 300 m³/h pendant 2 heures est bien atteint sur 5 prises d'eau incendie et que la première prise d'eau incendie est à moins de 100 mètres du risque et les suivantes à moins de 200 mètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Mesures de protection

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2025, article 5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Effet d'une explosion
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation. Ces mesures sont réalisées conformément aux réglementations en vigueur.</p> <p>Les mesures de protection peuvent être l'une ou plusieurs des mesures telles que :</p> <ul style="list-style-type: none">• arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplage ;• réduction de la pression maximale d'explosion à l'aide d'évents de décharge, de système de suppression de l'explosion ou de parois soufflables ;• résistance aux effets de l'explosion des appareils ou équipements dans lesquels peut se développer une explosion ;• résistance aux effets de l'explosion des locaux ou des bâtiments. <p>Les mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion mises en œuvre par l'exploitant sont au minimum celles décrites dans l'étude des dangers remise en décembre 2004 et dans les compléments ultérieurs à cette étude de dangers.</p> <p>Les dispositions de protection mises en place par l'exploitant sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnées conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.</p> <p>Il n'y a pas de moteurs dans les cellules de stockage fermées. En cas de présence de moteurs, l'exploitant doit disposer d'une étude analysant les risques liés à la présence des moteurs dans une cellule de stockage fermée et justifiant de la compatibilité de la présence de moteurs avec la prévention des risques. Cette étude est disponible sur le site et mise à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Dispositifs de découplage</u></p> <p>Des dispositifs de découplage s'opposant efficacement à la propagation d'une explosion sont mis en place dans l'installation.</p> <p>Ces découplages consistent principalement à isoler :</p> <ul style="list-style-type: none">• les cellules d'une explosion provenant de la galerie sur cellules,• la galerie sur cellules de la tour de manutention,• la manutention de la galerie sous cellules. <p>Ces dispositifs de découplage sont au minimum les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• un découplage entre la tour de manutention et les galeries sur-cellules du silo béton n°2,• un découplage entre la tour de manutention et les galeries sur-cellules et sous-cellules du silo béton n°4,

- un découplage entre la tour de manutention et les galeries sur-cellules et sous-cellules du silo béton n°5,
- un découplage des as de carreaux avec les autres cellules de stockage du silo béton n°5 par la condamnation des espaces sous le plancher,
- un découplage entre la tour de manutention et les galeries sur-cellules et sous-cellules du silo métallique n°6,
- un découplage entre la galerie enterrée et la fosse d'élévateur du silo métallique n°7.

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée.

L'ensemble des ouvertures communiquant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.

Il n'y a pas de communication entre les volumes de stockage (cellule et as de carreaux) des silos béton (absence d'espace sous la dalle béton entre les parties hautes des capacités de stockage), de manière à assurer un découplage entre ces capacités.

Les dispositifs de découplage sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents. Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., sont aussi réduites que possible.

Événements et surfaces soufflables

L'exploitant met en place au minimum les événements suivants proposés dans son étude des dangers et ses compléments ultérieurs :

- une surface éventable minimale de 34,6 m² sur la galerie sur-cellule du silo béton n°2, est assurée par des fenêtres,
- une couverture éventable sur les cellules du silo béton n°4,
- un événement de surface minimale de 2,2 m² sur chaque as de carreau fermé du silo béton n°4,
- une surface éventable minimale de 16,4 m² sur la galerie sur-cellule du silo béton n°4, est assurée par des fenêtres,
- un événement de surface minimale de 3,1 m² sur chaque as de carreau fermé du silo béton n°5,
- une surface éventable minimale de 23,4 m² sur la galerie sur-cellule du silo béton n°5, est assurée par des fenêtres,
- un événement de surface minimale de 1,1 m² sur chaque boisseau du silo béton n°6,
- un plancher éventable au rez-de-chaussée de la tour du silo 7,
- un événement d'explosion sur chaque cellule du silo 7.

Les volumes des différents bâtiments et des sous-ensembles exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de surfaces éventables correctement dimensionnées, et qui sont au minimum celles décrites par l'étude des dangers.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter l'exposition de personnes à la flamme sortant des événements ou surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées.

Les surfaces vitrées de la tour de manutention et des galeries des silos doivent être remplacées par des polycarbonates ou des ventelles, ou doivent être filmées en surfaces. La tour de manutention

du silo 7 est ouverte et ne comporte pas de surfaces vitrées.

Installations de dépoussiérage

Les installations de dépoussiérage des silos sont constituées de filtres à manches à décolmatage automatique. La poussière est récupérée et stockée dans des chambres à poussières situées entre les silos 4 et 5 ainsi que sous le filtre du silo 7.

Les circuits de manutention du silo n°2 disposent d'un filtre autonome situé dans la tour de manutention, pour assurer le dépoussiérage.

Le silo n°6 dispose d'un filtre à décolmatage.

Afin de limiter les effets d'une explosion, les dispositions suivantes sont notamment prises pour le dispositif de dépoussiérage, les systèmes de dépoussiérage dans les silos 4, 5 et 7 disposent d'un pot de découplage et d'un évent de surface suffisante.

Constats :

La visite du silo 7 a permis de constater la bonne mise en place de portes de découplage entre la galeries sous cellules et la fosse d'élévateur afin de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation.

Les portes étaient correctement maintenues fermées lors de la visite. Une affichette rappelait cette obligation.

La couverture métallique des cellules est éventable. Des vis fragilisées assurent l'éventage en cas d'explosion. La tour de manutention du silo 7 est ouverte et ne comporte pas de surfaces vitrées.

La présence de moteur dans les cellules n'a pas été constatée, l'extraction du grain se faisant dans les galeries sous cellule. Aucune manutention n'était en fonctionnement, concernant le silo 7, lors de la visite.

Les poussières issues du silo 7 sont récupérées et stockées dans une chambre à poussières. Le silo 7 est conformément équipé d'un pot de découplage.

Le plancher de la tour du silo 7 est en caillebotis.

La présence d'évents du filtre a pu être constaté en visite. Le dimensionnement des événements des filtres n'a pas été justifié dans le porter à connaissance, ce dernier mentionnant uniquement que le dimensionnement était réalisé par le fabricant.

La tour ne dispose pas de surface vitrée, cette dernière étant ouverte.

Suite n°20250731-4 : L'exploitant devra justifier de la suffisance du dimensionnement des événements du système de dépoussiérage du silo 7.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Émissions sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2025, article 3.1 et 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.1 : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Période de jour : de 7h à 20h, (sauf dimanches et jours fériés) 65 dB Période intermédiaire : de 6 à 7 h et 20 à 22h 60 dB Période de nuit : de 22h à 6h ainsi que dimanches et jours fériés 55 dB</p> <p>Article 3.2 : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service du silo 7 puis tous les 5 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le délai d'un an, après la mise en service du silo 7, pour la réalisation des mesures de bruits n'a pas encore été dépassé. L'exploitant n'a donc pas encore réalisé cette mesure mais a d'ores-et-déjà présenté une demande d'intervention à un prestataire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Limitation des rejets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2025, article 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rejets silo 7</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.</p> <p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p>Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un</p>

registre.
Constats : Depuis la récente mise en service du silo 7, aucune mesure de rejet atmosphérique n'a encore été réalisée. Les poussières du système de dépoussiérage sont récupérées dans une chambre à poussières à côté du filtre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2025, article 4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
Prescription contrôlée : Les bâtiments incluant les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils présentent toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrlement des installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement. En complément des dispositions précédentes, les locaux (espace fosse des élévateurs, tour, galerie sous-cellules, galeries inférieures...) sont maintenus dans un état de propreté poussé afin de supprimer tout début d'accumulation de poussières et tout potentiel de propagation d'explosion. Cet état de propreté concerne tant les sols et autres lieux accessibles que les parois, coins et recoins (dessus de canalisations, cheminement de câbles électriques...) où de la poussière est susceptible de s'accumuler. L'exploitant prend toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • surveillance de l'empoussièrlement et mise en œuvre de dispositifs de nettoyage adaptés ; • équipements nécessaires au nettoyage affectés au site et présents en permanence ; • vérification et maintenance des installations participant à la maîtrise du niveau d'empoussièrlement : <ul style="list-style-type: none"> • efficacité du dispositif d'aspiration centralisée, étanchéité des capotages, • efficacité des dispositifs de cantonnement de poussières (portes avec le système de fermeture automatique...)... En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrlement des installations et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir la fréquence de nettoyage. L'ensemble de ces dispositions fait l'objet de consignes et l'exploitant s'assure de leur diffusion auprès du personnel et de leur stricte application.

<p>Constats :</p> <p>La visite du silo 7 a permis de constater son état de propreté. Un registre de nettoyage existe et a été consulté. Le silo a été mis en service début juillet et a fait l'objet, depuis, de rondes quotidiennes de surveillance de l'empoussièrement. Des marquages au sol ont été peints afin d'évaluer l'empoussièrement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Ventilation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2025, article 5.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. L'exploitant définit, pour chaque produit qu'il stocke sur son site, les paramètres correspondant aux conditions « normales » afin de prévenir le risque d'auto-échauffement ou de combustion. Ces paramètres font partie de l'ensemble des points contrôlés par l'exploitant dans le cadre de l'exploitation de son silo et notamment dans le cadre de l'article 4 de l'arrêté ministériel « silos » modifié du 29 mars 2004. L'exploitant intègre ces dispositions dans les consignes de sécurité et procédures d'exploitation du site. La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques fixes. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes. Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant. Il donne lieu à un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours. Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'humidité du grain est contrôlée à réception. Un taux d'humidité trop élevé peut entraîner le refus de l'ensilage du grain concerné. Une fois stocké, la température du grain est surveillée par des sondes thermométriques dont les seuils de températures sont fixés selon la nature du grain.</p>

Des seuils de température ont été définis au-delà desquels une ventilation du grain devait être effectuée. Une consigne précise ces seuils et les actions à mener en cas de dépassement. Les seuils sont associés à des alarmes.

Le silo 7 dispose de 6 lignes de capteurs de température disposant de 4 points de mesure par ligne.

Les mesures de températures sont imprimées et conservées.

La ventilation du silo 7 est associé à un groupe froid nouvellement installé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Protection Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Protection Foudre

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

L'exploitant a fait renouveler son analyse du risque foudre (ARF) pour la construction de son silo 7. Cette dernière est datée du 27/11/2024 et est associée à une nouvelle étude technique.

Le dossier d'ouvrage effectué (DOE de mai 2025) des travaux réalisés suite à cette ARF a été présenté.

Les prochains contrôles réglementaires liés au risque foudre sont prévus pour octobre 2025.

Le compteur foudre n'a pas été vérifié lors de cette visite.

La construction du nouveau silo 7 ne conduit pas à l'ajout d'antenne relais au site.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 15 : Systèmes de dépoussiérage et de transport de produit

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2025, article 5.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de dépoussiérage
--

Prescription contrôlée :

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

(...)

Constats :

L'exploitant indique que le fonctionnement des circuits de manutention est asservi au fonctionnement préalable de l'installation de dépoussiérage. Par conséquent, tout défaut concernant l'aspiration entraîne l'arrêt des circuits de manutention.

Lors de la visite, à la demande de l'Inspection, l'exploitant a réalisé un test d'asservissement des systèmes de manutention à l'aspiration. Une mise à l'arrêt volontaire de l'aspiration a conduit à l'arrêt effectif de la manutention du silo.

Type de suites proposées : Sans suite
--